



## Décision individuelle N° 2020-354

**Pétitionnaire :** SOVEA GROUP – ANTENNE SUD EST

**Adresse :** Agence de Nice – 947 chemin des Iscles, 06700 Saint-Laurent-du-Var

**Nature de la demande :** Prises de vues et de sons réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial

**Intitulé du projet :** Images du chantier de mise en sécurité de l'usine hydroélectrique de Peyre Blanque

**Localisation :** Vallon de Mollières, commune de Saint-Sauveur-sur-Tinée

### La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2020-295 datée du 28 octobre 2020 autorisant la société CORTEX – GROUPE SOVEA à réaliser des travaux de mise en sécurité des ouvrages hydro-électriques de Peyre-Blanque,

**Vu** la décision n°2020-329 datée du 18 novembre 2020 modifiant et prolongeant la décision n°2020-295 sus-visée,

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 20 novembre 2020 par Clara Minjoulat-Rey, chargée de communication de SOVEA Group,

**Considérant** que le projet a pour objectif de réaliser des vidéos et photos de présentation de travaux réalisés en cœur de Parc et autorisés par le Parc national du Mercantour,

**Considérant** que la diffusion grand public d'images réalisées en drone, préalablement autorisées à des fins d'expertise technique excluant a priori un usage de communication, n'est pas souhaitable au regard du risque que cette activité implique en termes de dérangement de la faune sauvage et des visiteurs du Parc national,

**Considérant** que pour ce qui concerne le cœur du parc national, la demande de prises de vues et de sons entre dans deux des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques » liés au territoire du Mercantour » et « 5° information ou retransmission d'activités [...] autorisées »,

## DÉCIDE

### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Le Groupe SOVEA est autorisé à réaliser des prises de vues dans le cœur du parc national, en rapport avec le chantier de mise en sécurité des ouvrages hydro-électriques de Peyre-Blanche.

Ces prises de vues sont réalisées à l'aide de moyens terrestres légers type téléphone portable, par les membres de l'équipe du chantier.

Elles ont vocation à valoriser le chantier et donc à être diffusées les réseaux sociaux de SOVEA GROUPE : [www.oveagroupe.fr](http://www.oveagroupe.fr), chaîne Youtube de SOVEA GROUPE, compte LinkedIn SOVEA GROUPE, sous forme de courtes vidéos (1 min maximum).

### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

**2.1. Les images autorisées prises dans le cœur de Parc devront servir de support à la valorisation du respect des prescriptions de l'autorisation n°2020-294 sus-visée (travaux de mise en sécurité), permettant de garantir la qualité environnementale du chantier.**

**2.2. SOVEA GROUPE devra préciser dans les publications ou la présentation des vidéos la phrase suivante :**

*« Ce chantier situé en cœur du Parc national du Mercantour a fait l'objet d'une autorisation de la directrice du Parc national du Mercantour assortie de prescriptions permettant de garantir le respect de la vocation du cœur du parc national du Mercantour, espace naturel sensible »*

2.3. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du Parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

2.4. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

2.5. Les prises de vues ou l'utilisation de prises de vues aériennes réalisées à l'aide d'un aéronef motorisé survolant le cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol, y compris les drones, ne sont pas autorisées par la présente décision.

2.6. Le bénéficiaire est tenu de ne pas utiliser ou commercialiser les clichés pris en cœur de Parc national pour une autre utilisation que celle autorisée par la présente.

### Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour toute la période du chantier soit du 28/10/2020 au 06/12/2020

### Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 25 novembre 2020

La directrice  
du Parc national du Mercantour



  
**Aline COMEAU**

-----  
Copie :

- service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.